

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-03-20-00003

Arrêté de prescriptions complémentaires envers
la société VALOMAT à Triel-sur-Seine

**ARRÊTÉ
de prescriptions complémentaires
Société VALOMAT
Chemin aux Moines à Triel-sur-Seine**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la décision d'exécution (UE) n° 2019/2010 de la Commission du 12 novembre 2019,

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles R515-70 et suivants,

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 février 2012 réglementant la plate-forme de traitement de mâchefers exploitée par la société VALOMAT, Chemin des Gravieres aux Moines, Ferme des Gréssillons à Triel-sur-Seine,

VU l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté n° 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n°DRIEAT-IDF-2024-0188 du 11 mars 2024 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

VU le dossier de réexamen des conditions d'exploitation du site de la société VALOMAT par rapport aux meilleures techniques disponibles en matière d'incinération de déchets transmis le 2 décembre 2020 par la société VALOMAT,

VU le rapport de base référencé A107658 – Version C – Février 2011 transmis le 2 décembre 2020 par la société VALOMAT,

VU le courrier du 16 janvier 2024 notifié le 19 janvier 2024 de transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 19 février 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'activité exercée par la société VALOMAT sur son site sis sur le territoire de la commune de Triel-sur-Seine relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement (installations classées),

CONSIDÉRANT que le réexamen des conditions d'exploitation des installations de la société VALOMAT à Triel-sur-Seine par rapport aux meilleures techniques disponibles en matière d'incinération de déchets conclut au respect de l'ensemble de ces dernières sans qu'aucune dérogation ne soit sollicitée par l'exploitant,

CONSIDÉRANT qu'il convient cependant d'actualiser les prescriptions techniques applicables à l'établissement pour mettre à jour la situation administrative du site par l'ajout de la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en tant que rubrique IED principale, et de fixer que la remise en état du site doit se faire en prenant en compte l'état initial décrit dans le rapport de base,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture des Yvelines,

TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le tableau de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 février 2012 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement *** Seuil du critère	Nature de l'installation *** Volume autorisé
2791	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	Quantité de déchets traités *** > 10 t/j	Installation de criblage *** 560 t/j
3532 (rubrique)	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non	Quantité de déchets traités par jour	Installation de traitement de

principale)		inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : <ul style="list-style-type: none"> • traitement biologique • prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou la coïncinération • traitement du laitier et des cendres • traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment DEEE et VHU ainsi que leurs composants. 	*** > 75 t/j	mâchefers résultant de l'incinération des déchets *** 560 t/j
2716	E	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	Volume susceptible d'être présent dans l'installation *** ≥ 1 000 m ³	Stockage de mâchefers *** 75 000 m ³
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	50 t (seuil DC)	Cuve enterrée de GNR ***** 10 m ³
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.	100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total (seuil DC)	Distribution annuelle de GNR ***** < 100 m ³

ARTICLE 2 – CESSATION D'ACTIVITÉ

Les dispositions de l'article 1.5.6. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 février 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, et satisfait aux dispositions visées aux articles R. 512-46-25 et suivants du Code de l'environnement.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base n° A107658 – version C – Février 2021 et place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site compatible avec l'usage déterminé en accord avec le propriétaire et la mairie de la commune concernée.

ARTICLE 3 – INFORMATION DES TIERS

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Triel-sur-Seine où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale quatre mois et insérée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, consultable également sur le site Internet de la préfecture.

ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>):

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5 – OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS


Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

ARTICLE 6 – EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture des Yvelines, le Maire de Triel-sur-Seine, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Versailles, le 20 mars 2024

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale,


Delphine DUBOIS